

## INTRODUCTION

### L'OTAN VA-T-ELLE FINIR PAR «TUER» LA POLITIQUE EUROPÉENNE DE DÉFENSE?

PAR

YVES BOYER (\*)

Les récents développements de l'Union européenne, avec la mise en œuvre du Traité de Lisbonne, ne peuvent manquer d'avoir, à terme, des conséquences sur la Politique européenne de sécurité et de défense (PESD). Même si la pratique quotidienne de l'Union semble parfois faire ressortir davantage les pesanteurs qui accompagnent la construction européenne que les progrès accomplis, ces développements devraient finir par modifier substantiellement la PESD en lui conférant un caractère opérationnel qu'elle est certes encore loin de posséder. Devenue légitime, la PESD souffre toujours de n'être pas intégrée, en tant que telle, dans les postures militaires des Etats membres; à trop tarder à le faire, elle risque d'être totalement oblitérée par l'OTAN.

La PESD n'apporte pas, tout au moins dans le moyen terme, de réponse satisfaisante à la question du «quoi défendre et comment». Des divisions profondes de nature politique persistent, en effet, entre Européens quant à l'ampleur à donner à la Politique européenne de sécurité et de défense et son degré d'autonomie par rapport à l'OTAN. De plus, la PESD pâtit du sous-investissement criant des Etats membres de l'UE en matière de défense. Derrière ce choix, qui se précise partout en Europe, c'est une maquette des armées européennes qui se dessine : effectifs contraints, commande de matériels en nombre limité et procurés aux armées sinon avec parcimonie, en tout cas avec une extrême lenteur.

Et pourtant, sans qu'existe le sentiment d'une menace militaire immédiate et identifiée, on ne peut que constater, à l'échelle de la planète, la persistance d'une course aux armements à un rythme soutenu. Les Etats-Unis s'en soucient. Aujourd'hui, sous l'effet de l'évolution technologique et, en large part, de l'informatique, la façon de conduire la guerre – y compris les guerres asymétriques – et d'organiser les forces et les doctrines d'emploi des armées sont en passe d'être totalement bouleversées. Désormais, ainsi qu'il est possible de le constater en Afghanistan, se généralisent le couplage des

(\*) Directeur-adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS, France) et chargé du cours de Géopolitique à l'Ecole polytechnique (France).

systèmes spatiaux avec des drones, ainsi que le maillage des systèmes de transmission de l'information. L'information diffusée porte sur la transmission en temps réel, à des armes de précision, des coordonnées géographiques de chaque sous-ensemble d'unités ou de groupes adverses – par exemple, en août 2009, celles du chef des Talibans pakistanais, Baitullah Mehsud, frappé par un missile tiré par un drone américain. A partir de toutes les informations collectées, les différents échelons de la hiérarchie militaire doivent posséder un renseignement pertinent. Pour cela, le commandement doit être capable de disséminer l'information là où elle est nécessaire. Dans cette perspective, l'interopérabilité devient un facteur essentiel de succès. Il s'agit bien évidemment d'abord de l'interopérabilité entre les différentes armées d'un même pays, mais également, dans le cas d'opérations multinationales, de l'interopérabilité entre forces alliées, notamment celles de l'OTAN, insérées dans le « système de systèmes » bâti par l'allié dominant. Pendant la Guerre froide, la prééminence nucléaire des États-Unis sur leurs alliés leur conférait, dans une large mesure, le pouvoir d'organiser la défense occidentale sous leur leadership. Le rôle de la dissuasion étant désormais mineur, ils ont trouvé un substitut pour maintenir leur influence sur leurs partenaires. Le recours systématique à la haute technologie leur offre cette opportunité et c'est dans cette mesure que l'interopérabilité prend une dimension nouvelle. A cet égard, il convient de relire l'amiral Owens, ancien vice-président du Comité des chefs d'état-major des États-Unis : *« nous pouvons établir une nouvelle relation [avec nos alliés] qui soit fondée sur l'avantage comparatif dont disposent les États-Unis dans les domaines du C3I, de la surveillance et de l'acquisition de cibles et dans les armes à guidage précis. Ces outils offrent une marge de supériorité et sont attractifs pour toutes les nations, mais ils sont très coûteux à développer; [pour les Européens, désireux] d'en bénéficier sans avoir à en supporter le coût, la coopération avec les États-Unis devient attractive. Cela offrira à ces derniers un droit de regard sur la politique de défense de nos alliés »* (1).

L'histoire récente des relations transatlantiques montre que les Américains ne concéderont qu'une place mineure à leurs partenaires de l'OTAN dans la phase de montage des opérations, de définition des axes d'efforts et de synchronisation des opérations destinées à frapper les centres de gravité de l'adversaire. Ce fut le cas en Iraq et ça l'est actuellement en Afghanistan. Le contrôle de l'information dans le cadre d'opérations extrêmement rapides comme des frappes « décapitantes » s'accorde mal avec l'idée de partage des responsabilités. Ce modèle de guerre « à l'américaine » repose sur une vision de la guerre où le facteur dominant reste conditionné par la prééminence de la technologie. A bien des égards, il ne correspond pas à la culture stratégique européenne. Les sociétés

(1) Amiral OWENS, *High Seas. The Naval Passage to an Unchartered World*, Naval Institute Press, 1995, 184 p.

européennes sont, d'une certaine façon, historiquement plus aptes à accepter, ce qui ne veut pas dire approuver, l'idée de pertes humaines. Le modèle américain repose également sur un pari qui reste hasardeux et qui consiste tout à la fois à éliminer les «frictions», le «brouillard» de la guerre, ce qui n'est déjà pas une mince affaire, mais aussi les contradictions entre les besoins des différentes armées agissant sur des espaces et à des rythmes très différents. Cette diversité entraîne des doctrines et des langages eux-mêmes différents.

L'attitude qui consiste à considérer sinon pour acquises, du moins comme nécessaires et impératives, la transposition systématique à l'Europe, à travers les mécanismes appropriés de l'OTAN comme le Commandement allié pour la Transformation (ACT), des réflexions stratégiques américaines et les adaptations corrélatives aux forces européennes est le résultat d'une longue imprégnation culturelle – et, de plus en plus, linguistique – de la pensée militaire européenne par celle venue des Etats-Unis. Cette évolution aura des effets, à long terme, qui pourraient s'avérer lourds de conséquences pour l'avenir de la construction européenne, tout particulièrement dans sa composante défense, sans mentionner, bien évidemment, la perte du lien entre la population européenne et les militaires européens; ces derniers ayant adopté une culture et une logique militaire exprimées selon des critères nés «ailleurs» et dans une langue qui rend «ésotériques» les affaires militaires.

Le modèle intégrationniste, c'est-à-dire celui qui consiste, malgré les apparences, à modeler les forces européennes comme des sous-ensembles des forces américaines, ce qui est par exemple le cas des forces hollandaises ou danoises, présente, apparemment, nombre d'aspects positifs. Il est, tout d'abord, en phase avec l'évolution internationale et sociétale actuelle. Le rôle assigné à la politique de défense est d'être, dans un cadre multinational, le régulateur de certaines pathologies de cette société globalisée pour remettre dans le droit chemin les perturbateurs. En second lieu, ce modèle présente «l'avantage» de garantir, y compris dans un contexte de dépenses militaires réduites, une modernisation qualitative des forces. Peu important finalement le nombre des unités ou des systèmes d'armes, ce qui compte, c'est de rester «compatible» avec le partenaire américain. Ce choix débouche sur une cohérence certaine de l'outil militaire par rapport à l'allié le plus puissant, qui est également le «mieux disant» technologique.

La PESD ne serait plus, dans cette hypothèse, que la mise en forme cohérente des efforts, insuffisants, des Européens dans l'OTAN placés systématiquement sous commandement américain. Les gains d'efficacité militaire par l'insertion des forces des pays membres de l'UE dans le «système de systèmes», où prédominent les Américains, limiteraient cependant considérablement la marge de manœuvre politico-stratégique

de l'UE. Dans cette optique, la PESD ne serait, d'une part, qu'un mécanisme militaire de stabilisation régionale limité à la zone européenne *largo sensu* et, d'autre part, qu'un complément, dans le cadre de l'Alliance atlantique, à la puissance militaire américaine. Est-ce cela que souhaitent les dirigeants européens ?